

LECO

de la semaine

02 au 08 Novembre 2024



SOMMAIRE

Projet ODOF — La Miellerie de Mahajanga entre en fonction	2
Grandes mines - Ambatovy annonce une reprise progressive de sa production	2
Cuisson propre : Consultation pour l'élaboration de la politique nationale.....	3
Exportation de girofle : 108 sociétés agréées pour la campagne 2024-2025	4
Métaux précieux : Nouvelle envolée du prix de l'or	4
Technologies agricoles : Mise en application sur douze chaînes de valeur	5
Madagascar – Colombie : Coopération pour le renforcement de la visibilité des deux pays	5
Période de soudure : Les stocks de riz sont suffisants, rassure le MIC	6
Energie solaire : Quinze femmes formées pour l'autonomie économique	6
Orange Madagascar : Lancement de nouvelles offres Internet pour démocratiser l'accès au très haut débit.....	7
Salon du chocolat à Paris : Les produits malagasy à l'honneur	7
Transport aérien : Air France suspend le survol de la mer Rouge	8
Projet minier : Le paiement des premiers dividendes de 12 millions de dollars pour l'Etat malgache de la part de QMM sur la bonne voie	8
Surveillance de la pêche : Madagascar renforce la surveillance de la pêche avec Global Fishing Watch	9
Conjoncture économique : La BFM maintient une politique monétaire restrictive	9
Recherche : Le nucléaire proposé comme solution au délestage.....	10
Madagascar – Corée : La coopération au beau fixe	10
Textile - Quel avenir pour l'AGOA après la réélection de Donald Trump?	11
VFS Global : Service de demande de visa pour le Royaume Uni à Antananarivo	11
Filière litchis : une baisse attendue du volume d'exportation	12
Fidima : l'insertion professionnelle des jeunes à soutenir	12
Economie Blue - L'aquaculture durable valorisée	13
Énergies renouvelables : Renforcement de la coopération avec la Chine	13
Destination touristique : Madagascar s'ouvre au monde par une alliance public-privé.....	13
Ralentissement des activités économiques : l'accélération des investissements préconisée	14

Projet ODOF — La Miellerie de Mahajanga entre en fonction

02 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La mise en fonctionnement de la miellerie de Mahajanga représente une avancée majeure pour la production de miel de qualité dans la région Boeny. Inaugurée par le ministre de l'Industrialisation, David Ralambofiringa, cette usine fait partie du projet One District, One Factory (ODOF). Son objectif est de dynamiser l'économie locale tout en répondant à la demande croissante de miel.

Une nouvelle usine pour le miel de qualité

La ville de Mahajanga, connue sous le nom de ville des fleurs, dispose désormais d'une miellerie fonctionnelle capable de produire du miel de haute qualité. Cette installation a été inaugurée mercredi par David Ralambofiringa, ministre de l'Industrialisation et du Commerce, soulignant ainsi l'importance de l'apiculture dans la région.



Capacité de production élevée

La miellerie de Mahajanga est désormais pleinement opérationnelle. Installée dans le cadre du projet ODOF, cette usine peut transformer jusqu'à 100 litres de miel par heure. Elle est destinée à traiter la production de miel de la région Boeny et à fournir des produits dérivés suffisants pour la consommation locale et l'exportation.

Objectifs de production ambitieux

« En 2025, nous envisageons de produire 10 tonnes de miel. La production des apiculteurs de la région peut cependant atteindre les 50 tonnes. Cela signifie que la production de miel dans la région de Boeny est suffisante et que nous ne devrions pas avoir de problème avec les

matières premières, surtout à Mahajanga », estime Adily Soamadou, dirigeant de l'usine et propriétaire de la société Le Rucher du Boeny.

Normes internationales et ambitions d'exportation.

Selon Adily Soamadou, la production de l'usine respectera les normes internationales. « Il sera plus facile pour nous de percer le marché international avec des produits conformes. L'implantation de cette usine ici permettra de créer des emplois et de la valeur, contribuant à améliorer le niveau de vie des gens », confie-t-il avec optimisme.

Soutien du gouvernement pour le développement économique

David Ralambofiringa, ministre de l'Industrialisation et du Commerce, souligne l'importance de s'orienter vers les marchés extérieurs. « Je suis content de ce que j'ai constaté aujourd'hui. En plus d'être fonctionnelle, cette usine est située dans une région très productive. Le miel de la région Boeny est très varié et riche en saveurs. Le ministère de l'Industrialisation aidera les bénéficiaires du programme ODOF à percer tant sur le marché intérieur qu'international, grâce à l'amélioration de la qualité des produits », explique le ministre.

Collaboration avec les apiculteurs locaux

L'installation et la mise en fonction de cette miellerie sont des atouts pour stimuler la production de miel à Mahajanga et dans la région Boeny. Environ 400 apiculteurs des districts de Mahajanga I et II, Ambatoboeny, Marovoay et Soalala collaboreront avec l'usine pour fournir les matières premières nécessaires à la production.

En somme, la miellerie de Mahajanga représente une opportunité prometteuse pour les apiculteurs locaux et le développement économique de la région Boeny. Grâce à une production conforme aux normes internationales, elle vise à conquérir le marché national et international. Ainsi, cette initiative devrait contribuer à améliorer le niveau de vie des populations locales tout en dynamisant l'économie régionale.

Grandes mines - Ambatovy annonce une reprise progressive de sa production

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 02 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Reprise. Ambatovy entame une reprise progressive de ses activités après quelques semaines d'interruption de la production de nickel et de cobalt, à la suite d'un incident qui a affecté un pipeline de transport du minerai entre Moramanga et Toamasina. Samedi dernier, Olivier Herindrainy Rakotomalala, ministre des Mines, est descendu sur place pour constater de visu cette reprise, avec les responsables de la société. Ces derniers ont

annoncé une reprise des activités de production après la réhabilitation du tronçon sur lequel l'incident a été déclaré. Sur place, les machines et les surpresseurs étaient à l'arrêt, avant que les responsables de la société ne procèdent à un essai technique. Ils se sont avérés concluants ; toutefois, la société attend encore, avant d'exploiter à pleine capacité le pipeline, mettant en avant la priorité à la sécurité des opérations, tant pour l'acheminement du minerai que pour les riverains. Selon le ministre des Mines, dans

une déclaration officielle, « la sécurité des travailleurs et la protection de l'environnement demeurent des priorités ». Il a également souligné le rôle crucial de ce complexe minier par rapport à l'économie. En effet, les exportations de nickel et de cobalt constituent en moyenne 30% des exportations du pays selon le membre du gouvernement, raison pour laquelle l'État apporte son soutien à la société dans le processus de reprise.

La fuite de minerai, détectée le 25 septembre au fokontany d'Amborabe dans la commune de Ranomafana, dans le district de Brickaville, a entraîné l'arrêt immédiat de la production, parmi les mesures de sécurité impératives, nécessitant des travaux de réparation urgents. L'évaluation de l'impact de l'incident terminée, la société a entamé la phase de réhabilitation du tronçon affecté, puis aux essais techniques. Le ministère des Mines indique

que la remise en état du pipeline a été « soumise à des tests rigoureux, afin de confirmer la solidité de la structure et planifier une reprise du transport de minerai », indique-t-on.

La chute des prix du nickel à l'échelle internationale a aussi frappé de plein fouet le secteur ; de nombreuses mines d'exploitation et de transformation de ce minerai, qui ont vu les vannes se fermer, ont même pris la décision de mettre la clé sous la porte. Ambatovy, qui figure parmi les grands projets miniers de la Grande île, reste déterminé à poursuivre ses activités. Serge Andrianaivoravelona, directeur des relations gouvernementales d'Ambatovy, a expliqué que la société adopte une « approche équilibrée, en tenant compte des impératifs économiques ainsi que des attentes environnementales et sociales ».

Cuisson propre : Consultation pour l'élaboration de la politique nationale

ANTSAR. | 02 NOVEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

L'utilisation d'une énergie propre pour la cuisson à Madagascar se présente comme un défi aux enjeux majeurs pour l'énergie et l'environnement.

L'atelier de planification stratégique pour l'élaboration de la politique nationale visant à promouvoir la cuisson propre s'est tenu au Panorama Andrainarivo, jeudi dernier.



Le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, en collaboration avec le Cabinet Saphyre et divers partenaires, ont noté que ce projet, appelé clean cooking, vise à réduire la dépendance de la population malgache aux sources d'énergie traditionnelles et polluantes, telles que le charbon de bois et le bois de chauffe, encore majoritairement utilisés dans les foyers. Lors de l'atelier, les représentants du secteur public, notamment ceux du ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH), de l'Environnement et du Développement durable (MEDD), du ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MIC), ainsi que des partenaires internationaux tels que le WWF et le Programme alimentaire mondial (PAM), ont pris part à cette rencontre pour discuter des stratégies à adopter afin de poser les bases d'une politique nationale en faveur d'une cuisson plus écologique.

Dépendance. Madagascar se heurte aujourd'hui à une dépendance énergétique importante vis-à-vis du charbon de bois et du bois de chauffe, sources de cuisson qui touchent 95% des foyers. Or, cette dépendance n'est pas sans conséquences : en plus de menacer la santé publique, elle contribue massivement à la déforestation et à la dégradation de l'environnement. La réduction de cette consommation est donc essentielle non seulement pour le bien-être de la population mais aussi pour la préservation des ressources naturelles et la lutte contre le changement climatique. L'objectif principal de cette politique nationale vise, entre autres, à réduire progressivement la dépendance aux énergies traditionnelles et à encourager l'adoption de solutions énergétiques durables et accessibles.

Transition. Les participants à l'atelier de consultation ont rappelé que le développement de solutions de cuisson à base d'énergies renouvelables, comme l'éthanol et les autres biomatériaux, constitue une priorité dans la lutte contre la pollution intérieure et extérieure. À l'issue de cette rencontre, les parties prenantes ont partagé leurs recommandations sur les politiques à adopter pour favoriser l'utilisation de solutions de cuisson propre dans tous les foyers malgaches. Le processus de consultation et de planification stratégique amorcé à Andrainarivo marque ainsi une avancée significative vers une transition énergétique plus écologique pour Madagascar. Une telle politique pourrait à terme, améliorer la qualité de vie des ménages malgaches tout en contribuant activement aux efforts de préservation de l'environnement.

Exportation de girofle : 108 sociétés agréées pour la campagne 2024-2025

JEAN RIANA | 02 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

108 sociétés dont 38 dans la catégorie « Industrielle » et 70 dans la catégorie « Artisan ». sont autorisées à procéder à l'exportation de girofle pour la campagne 2024-2025, si l'on se réfère à la liste d'agrément, publiée le 31 octobre par le ministère de l'Industrialisation et du commerce. Pour la catégorie « Industrielle » l'agrément est valable pour les campagnes 2024-2025 et 2025-2026, contrairement à celui de la catégorie « Artisan » (2024-2025). Ces exportateurs disposent d'un délai de 15 jours pour récupérer leurs certificats d'agrément auprès du ministère de l'Industrialisation et du commerce (MIC) à Ambohidahy. Ce dernier émet des réserves par rapport aux mesures à

prendre en cas de constatation d'irrégularités, et souligne dans une note qu'il observera un suivi constant sur le respect des normes et règlements régissant le girofle et l'activité d'exportateur.

Il est à rappeler que le girofle est le second produit d'exportation pourvoyeur de devises pour Madagascar, après la vanille. La Grande île compte plus de 18.000 producteurs avec une surface cultivée de quelque 70.000 hectares, répartis du nord au sud du pays. 90% de la production est concentrée dans la région Analanjirofo. Les clous de girofle malgaches sont principalement exportés vers l'Inde, l'Indonésie, Singapour et l'Europe.

Métaux précieux : Nouvelle envolée du prix de l'or

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 04 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'or poursuit sa course effrénée vers les sommets. Les prévisions des diverses instances penchent en faveur d'une hausse des cours de l'or. Certains prévoient même que les prix de l'or pourraient atteindre les 3 000 dollars.

Embardée. Les cours de l'or n'ont cessé de grimper cette année. Le métal jaune pourrait même, selon les revues spécialisées, « connaître sa meilleure année depuis 2010 ». En septembre, le prix de l'once (31,5 grammes) a atteint un nouveau record à 2 758,49 dollars. Selon Metals Focus, le prix pourrait grimper à 3 000 dollars d'ici 2025, soutenu par des incertitudes géopolitiques et des baisses de taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine, mais aussi par les incertitudes suscitées quant aux élections américaines. Une situation, sur le moyen terme, qui profiterait aux pays qui extraient et exportent le fameux métal jaune.

La banque britannique HSBC, qui a publié une note d'analyse sur ses prévisions moyennes concernant le cours de l'or la semaine dernière, a évoqué « une combinaison de facteurs favorables à un rallye haussier du métal précieux, comme les risques géopolitiques, la poursuite de l'assouplissement monétaire et les déséquilibres budgétaires ».

Incertitudes

Cependant, d'autres institutions financières envisagent également une tendance baissière des cours de l'or, dépendant de plusieurs facteurs économiques.

« En théorie, l'évolution des cours de l'or est négativement corrélée à celle des taux d'intérêt. Des taux d'intérêt plus élevés améliorent en effet le rendement de certains produits financiers comme les obligations, détournant les investisseurs du métal précieux, qui ne produit pas d'intérêts et ne génère pas de dividendes.

La baisse des taux d'intérêt favorise, quant à elle, le recul des rendements des obligations, ce qui permet à l'or de retrouver son statut de valeur refuge, notamment dans un marché désorienté par de nombreuses incertitudes géopolitiques et économiques », explique l'agence Ecofin.



Des explications également tirées des conclusions de la HSBC. Madagascar ambitionne également de relancer ses exportations aurifères. La conjoncture internationale est favorable au marché du métal jaune, mais à part les chiffres annoncés en milieu d'année par l'Agence nationale de la filière or, les données officielles sont encore inconnues. Cette agence a rapporté, au mois de mai, une quantité de 3,5 kilos d'or exportés formellement. Ces exportations se chiffrent à une valeur de 978 215 960 ariary. Le taux de rapatriement de devises, quant à lui, est de 99,98%. L'État, qui prévoyait au départ cette année d'exporter six tonnes de métal jaune, a dû assainir la filière et prendre des mesures pour appuyer les opérateurs. Ces derniers ont dû faire face à la vague de spéculations sur les marchés aurifères locaux, avec des prix nettement plus élevés que ceux sur les marchés internationaux.

Technologies agricoles : Mise en application sur douze chaînes de valeur

NAVALONA R. | 04 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une cinquantaine de formateurs représentant les différents acteurs du secteur agricole ont bénéficié d'une formation sur l'utilisation de la plateforme d'innovation.

Cette séance de formation des formateurs a été organisée par le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA) et le Centre de coordination de la recherche et du développement agricoles (CCARDESA), une organisation de recherche au sein de la SADC, en partenariat avec le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. À l'issue de laquelle, une cinquantaine de formateurs représentant les différents acteurs du secteur agricole ont été certifiés. Ces technologies agricoles innovantes seront mises en application sur 12 chaînes de valeur agricole. On peut citer, entre autres, le riz, le sorgho, le haricot, le maïs et le cacao.

Plateforme d'innovation. « L'objectif consiste à développer ces chaînes de valeur dans le cadre de cette transformation de l'agriculture, conformément à la mise en œuvre de la politique générale de l'État en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire dans le pays », d'après les explications du Andritiana Randrianaivomanana, coordonnateur général des projets et partenariats au sein du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, lors de la remise officielle des certificats aux formateurs ayant bénéficié d'un renforcement de capacité sur l'utilisation de la plateforme d'innovation à Nanisana.

Il s'agit notamment de Technologies pour la transformation de l'agriculture africaine (TAAT) qui ont récemment été lancées par la Banque africaine de développement sur le continent de l'Afrique en vue de stimuler la productivité agricole.

Créer un réseautage

Il est à rappeler que la plateforme d'innovation regroupe toutes les parties prenantes œuvrant pour le

développement d'une chaîne de valeur. Parmi lesquelles, on peut citer, entre autres, les organisations paysannes, les chercheurs, les transformateurs, les opérateurs de marché et les centres de formation agricole. Ils peuvent créer un réseautage tout en développant les échanges et les partages d'expériences surtout en matière de technologies innovantes permettant d'améliorer la production agricole telles que les semences améliorées résistantes à la sécheresse et les bonnes pratiques agricoles servant à lutter contre l'infestation des micro-organismes nuisibles aux cultures. En outre, l'application des technologies servant à renforcer les traitements post-récoltes s'avère également primordiale afin de limiter les pertes de la production.



Il faut savoir que ces 50 formateurs ayant été certifiés par FARA (Forum pour la recherche agricole en Afrique) vont dispenser des formations sur ces nouvelles technologies agricoles dans leurs régions d'intervention respectives.

Madagascar – Colombie : Coopération pour le renforcement de la visibilité des deux pays

JEAN RIANA | 04 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

La ministre du Tourisme et de l'artisanat, Viviane Dewa a rencontré la vice-présidente de la Colombie, Francia Marquez dans le cadre de la 16e Conférence des Parties (COP 16) sur la biodiversité qui s'est tenue du 21 octobre au 1 novembre 2024 à Cali en Colombie, pour renforcer la visibilité internationale des deux pays.

La rencontre entre les deux dirigeantes a permis de faire des échanges de bonnes pratiques en matière de tourisme et d'artisanat. L'objectif étant de renforcer la visibilité internationale de Madagascar et de la Colombie en tant que destinations phares du tourisme durable et respectueux de l'environnement. Il est à noter que le secteur tourisme contribue jusqu'à 25% du PIB à Madagascar, représentant plus de la moitié des recettes d'exportations, comme l'a si

bien spécifié le président Andry Rajoelina, lors de sa prise de parole durant le 23e Sommet du Comesa qui s'est tenu du 28 au 31 octobre 2024, à Bujumbura, Burundi.

La vice-présidente de la Colombie a manifesté son intérêt pour une visite officielle dans la Grande île en 2025, lors de sa tournée en Afrique, accompagnée d'investisseurs colombiens. Une collaboration avec le ministère du Tourisme colombien a été également initiée, visant à promouvoir conjointement les deux destinations. Dans cette optique, des producteurs colombiens se rendront prochainement à Madagascar pour créer des contenus audiovisuels, permettant ainsi d'accroître la visibilité internationale de la Grande île.

A souligner par ailleurs que lors de ce déplacement à Cali, en Colombie, la ministre Viviane Dewa a aussi participé à un panel dédié à l'économie alternative et solidaire,

mettant en avant les efforts de Madagascar pour promouvoir un modèle de tourisme inclusif, responsable et porteur de développement local.

Période de soudure : Les stocks de riz sont suffisants, rassure le MIC

JEAN RIANA | 04 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Par le biais de son directeur général du commerce, le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) tient à rassurer que les stocks de riz du pays sont largement suffisants pour affronter la période de soudure.

Le directeur général du commerce, Isidore Razanakoto, rapporte que Madagascar dispose d'un stock de riz blanc de 95.000 tonnes, riz importé et local confondus, en plus de l'arrivée sous peu d'une cargaison de 79.000 tonnes. Les responsables du Mic se veulent ainsi rassurants par rapport aux stocks de riz dont dispose le pays. « Les stocks sont suffisants pour faire face à la période de soudure », a affirmé Isidore Razanakoto, tout en soulignant qu'« Il n'y a rien à craindre par rapport à la rupture d'approvisionnement, d'autant que le marché de l'Inde demeure ouvert à l'importation ». Par ailleurs, il a laissé entendre que la production locale de paddy ne figure pas encore dans ce stock. Et non des moindres, il a aussi spécifié que les prix

diffèrent dans chaque localité selon les charges liées au transport et autres.

Pour éviter les diverses exploitations des consommateurs, les responsables auprès du Mic entendent surveiller les circuits de distribution en sensibilisant en particulier les commerçants, à être respectueux de la communauté. Le but étant d'éviter de passer à une hausse de prix des marchandises non justifiée. Les autorités se focalisent sur la période de soudure en prenant des mesures censées réguler les marchés locaux, vu que cette période est marquée par des spéculations et hausses des prix, particulièrement pour le riz, l'aliment de base des Malgaches.

Energie solaire : Quinze femmes formées pour l'autonomie économique

ARH. | 04 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) a récemment clôturé une formation en installation et maintenance de systèmes solaires photovoltaïques, réunissant 15 femmes déterminées issues des régions Atsimo Andrefana et Analamanga. Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre de l'initiative « Powering Gender Equality », vise à renforcer l'autonomisation économique et énergétique des femmes en les impliquant dans le secteur des énergies renouvelables.

Du 27 au 31 octobre à Betioky Atsimo, à plus de 1.100 kilomètres de la capitale, ces participantes ont suivi un programme intensif comprenant des modules théoriques, entrepreneuriaux et pratiques. Au terme de cette formation, elles maîtrisent l'installation de panneaux solaires et la maintenance des équipements associés, comme les batteries. Ce savoir-faire leur permettra non seulement d'installer des systèmes solaires dans leurs propres foyers, mais aussi de créer de petites entreprises pour

offrir des services de recharge et d'éclairage dans leurs communautés.

Félistine Rose de Lima, l'une des participantes, exprime sa satisfaction. « C'est une fierté pour moi et pour nous toutes d'avoir construit de A à Z notre système photovoltaïque. Nous sommes maintenant confiantes pour proposer des services de recharge et générer des revenus, renforçant ainsi notre indépendance financière ».

Le Pnud s'engage à accompagner ces femmes dans la suite de leur projet en leur fournissant du matériel, et en assurant un suivi technique. Cette initiative soutient non seulement l'autonomie financière des femmes, mais aussi la transition vers une énergie propre pour un développement durable.

Avec des objectifs ambitieux, le Pnud s'inscrit dans une vision de résilience, contribuant à l'accès de 500 millions de personnes à l'énergie propre d'ici 2025. En formant ces femmes au solaire, le Pnud construit ainsi les bases d'un avenir plus prospère et équitable pour leurs communautés.

Orange Madagascar : Lancement de nouvelles offres Internet pour démocratiser l'accès au très haut débit

ANTSIA R. | 05 NOVEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

La concurrence entre les fournisseurs d'accès Internet bat son plein. Hier, Orange Madagascar a mis en avant de nouvelles offres Wifiber présentant certains avantages pour les consommateurs.

La rude concurrence entre les fournisseurs d'accès Internet profite grandement aux consommateurs. Hier, Orange Madagascar a présenté, lors d'une conférence de presse organisée à l'Orange Digital Center (ODC) de Soarano, une série de nouvelles offres et des améliorations sur ses services Internet. Le directeur général Frédéric Debord a détaillé ces évolutions qui visent à faciliter davantage l'accès à Internet pour les Malgaches, tout en offrant une flexibilité accrue dans le choix des abonnements. Parmi les nouveautés, Orange propose désormais les offres Wifiber Go+, Discovery et Prime sans engagement. Cette décision marque un tournant pour l'opérateur, en supprimant l'obligation d'un contrat de longue durée et en permettant aux utilisateurs de gérer leurs besoins en connexion Internet sans contrainte. Les clients peuvent ainsi accéder au réseau sans devoir s'engager sur plusieurs mois, une approche qui rend ces services plus accessibles.

Nouveauté

Cependant, Orange Madagascar a présenté, dans la même foulée, l'offre Wifiber Go, qui est une solution d'abonnement de 24 mois proposant 100 Go de données pour 49 000 ariary par mois, ou encore un engagement de 12 mois pour un prix plus élevé.

Cette offre s'adresse aux utilisateurs en quête d'une solution économique sur le long terme, répondant aux besoins variés de consommation de données. Par ailleurs, Orange a augmenté de manière significative les volumes de données sur plusieurs de ses offres. « Le Wifiber Go+ passe ainsi de 150 Go à 250 Go, le Wifiber Discovery de 300 Go à 500 Go, et le Wifiber Prime de 500 Go à 900 Go.

Ces ajustements permettent aux utilisateurs de profiter de volumes boostés, adaptés aux usages croissants de l'internet haut débit, tout en continuant à bénéficier d'un service de qualité », a expliqué le DG d'Orange Madagascar. En parallèle, Freefiber, déjà disponible sans engagement, voit également des modifications. La formule à 50 Go, précédemment valable pour 15 jours, est désormais valable pendant 30 jours, avec un tarif ajusté, selon les informations.



Couverture

Durant cette rencontre avec les médias, Orange Madagascar a également soutenu la qualité de son réseau Internet, qui couvre près de 85% du territoire et environ 90% de la population malgache. Grâce à son service Plug & Play, le Wifiber ne nécessite pas d'attente pour l'installation ; il est immédiatement fonctionnel, selon ses promoteurs. Contrairement à certaines pratiques du marché, Orange Madagascar met en avant la liberté laissée aux clients dans le choix des offres, sans les forcer à migrer vers une formule supérieure après un dépassement de quota. Les clients peuvent ainsi mieux gérer leur consommation, tout en ayant accès à des offres plus adaptées à leurs besoins et sans engagement contraignant.

Salon du chocolat à Paris : Les produits malagasy à l'honneur

JEAN RIANA | 05 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Le cacao et chocolat made in Madagascar ont été exposés au Salon du Chocolat qui s'est tenu à Paris du 30 octobre au 3 novembre. La coopérative des producteurs, les transformateurs ainsi que les exportateurs de cacao et de chocolat ont participé à l'événement pour faire la promotion de ce produit phare et ses produits dérivés sur le marché international.

Depuis presque 30 ans, le Salon du Chocolat parisien s'inscrit comme le plus grand événement mondial dédié au cacao et à la pâtisserie. La promotion de l'exportation

des produits vers l'extérieur fait partie de la politique du ministère de l'Industrialisation et du commerce (MIC). D'où la participation de Madagascar à cet événement pour pouvoir percer sur le commerce international.

Les orientations du MIC et la collaboration avec le Conseil National du Cacao (CNC) et le projet Programme Padeir financé par l'Union Européenne ont permis à Madagascar d'exposer le cacao et le chocolat malagasy à cet événement d'envergure.

Transport aérien : Air France suspend le survol de la mer Rouge

ARH. | 05 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

En raison d'un souci de sécurité, la compagnie aérienne Air France a temporairement suspendu le survol de la mer Rouge. Cette décision est survenue après une observation inhabituelle dans la région, amenant la compagnie à adopter une approche prudente pour assurer la sécurité de ses passagers et équipages.



Dimanche 3 novembre, le vol Air France 934 reliant Paris à Antananarivo, Madagascar, a dû rebrousser chemin peu après son passage au-dessus de la mer Rouge. L'appareil, qui avait signalé une « urgence technique », a été contraint de retourner à Paris après avoir dévié de sa

trajectoire. Bien que la nature exacte de cette alerte reste à clarifier, « un point lumineux observé à haute altitude au-dessus du Soudan » a déclenché une vigilance accrue chez les responsables de la sécurité de vol.

Dans un communiqué publié hier, Air France a annoncé la suspension de ses vols au-dessus de la mer Rouge jusqu'à nouvel ordre. « Par mesure de précaution, certains vols ont été redirigés ou annulés, tandis que d'autres ont prolongé leur itinéraire pour éviter la zone », a précisé la compagnie.

Parmi les vols impactés figurent le vol AF 934 à destination de Madagascar et le vol AF 814 vers Nairobi, qui ont tous deux fait demi-tour pour revenir à Paris. Les vols de retour, AF 935 et AF 815, ont également été reportés. D'autres vols, comme l'AF 473 reliant Maurice à Paris et l'AF 648 à destination de La Réunion, ont ajusté leur trajectoire, entraînant un allongement de leur temps de vol.

Air France assure que « la sécurité de ses clients et de ses équipages est une priorité absolue », et réaffirme suivre attentivement l'évolution de la situation géopolitique dans les zones survolées afin de garantir des conditions optimales de sûreté pour ses passagers.

Projet minier : Le paiement des premiers dividendes de 12 millions de dollars pour l'Etat malgache de la part de QMM sur la bonne voie

05 NOVEMBRE | 2424.MG

Antananarivo, 4 Novembre, 17h15 – QMM s'en tient au deal. La compagnie minière indique que le paiement des premiers dividendes de 12 millions de dollars à l'Etat malgache, convenu dans le nouvel accord de renouvellement de la Convention d'établissement de ce projet, « est actuellement sur la bonne voie ». C'est ce qu'elle a communiqué à l'issue de la récente réunion des membres de son Conseil d'administration, à Tolagnaro.

Il est exposé dans le protocole relatif à l'exploitation des gisements de sables minéralisés de Tolagnaro qu'au moins 40% du bénéfice annuel est perçu par l'Etat à hauteur de sa quote-part de droits financiers de QMM sous forme de dividendes, à l'issue de chaque exercice, compris entre 2023 et 2030. Ce pourcentage minimum est fixé à 60% pour les exercices compris entre 2031 et 2048, selon ce protocole signé au mois d'août 2023.

Toutes les distributions de dividendes de QMM devraient également « être réparties entre ses actionnaires, au prorata de leurs droits financiers respectifs ». Il est néanmoins avancé que « jusqu'à la date de complet remboursement du prêt d'actionnaire consenti par QIT à QMM, la quote-part de dividendes correspondant aux droits financiers de QIT ne sera pas distribuée mais temporairement affectée en réserve ». Aussi, « en contrepartie et sous réserve du respect par l'Etat de ses engagements dans le cadre du protocole, QMM déclare un dividende qui permettra la distribution d'une somme de 12 millions de dollars à l'Office des mines nationales et des industries stratégiques (Omnis) à titre de

dividendes au cours de l'exercice 2023, qui sera apportée au budget annuel de l'Etat ».

Or, à la suite d'une décision du conseil des ministres, le Fond souverain Malagasy (FSM) remplace l'Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques (Omnis) dans la gestion des parts sociales de l'Etat Malagasy au sein de QMM ainsi que sa représentation au Conseil d'Administration. Selon la répartition envisagée dans le Protocole d'accord signé l'année dernière, la part des droits financiers qu'avait Omnis et qui est désormais détenue par FSM est de 15%. Les 85% sont détenus par Rio Tinto. Pour ce qui est des droits de vote, le protocole parle de 20% pour le représentant de l'Etat et 80% pour Rio Tinto. L'opérationnalisation du FSM nécessite cependant encore des clarifications, d'après notamment le Fonds monétaire international (FMI). Cette institution financière faisait notamment référence à la capacité de ce Fonds à engager la signature de l'Etat sur des projets d'investissements ou encore aux garanties de transparence et son indépendance.

Le président du Conseil d'administration du FSM, Tsiresy Rasolondraibe, est par ailleurs déjà membre du Conseil d'administration de QMM. Et ce, aux côtés de Ny Fanja Rakotomalala, président du Conseil d'administration, Isabelle Wabete, directrice exécutive de QMM, Frédéric Rakoto Andriantseheno, directeur financier de QMM, Gerald Jaonary, coordonnateur général au ministère des Mines, et Sophie Bergeron, directrice générale de Rio Tinto Fer, Titane et Diamants.

Surveillance de la pêche : Madagascar renforce la surveillance de la pêche avec Global Fishing Watch

06 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar et Global Fishing Watch s'allient pour surveiller la pêche avec des données satellitaires, visant à lutter contre la pêche illégale et protéger les ressources.

Madagascar adopte une approche moderne pour surveiller ses ressources maritimes en collaborant avec Global Fishing Watch (GFW). Ce partenariat, lancé lors d'un atelier entre responsables de la pêche et décideurs, promet une surveillance en temps réel des activités de pêche dans les eaux territoriales malgaches, avec l'appui de technologies satellitaires avancées.

Surveillance maritime en temps réel

La transparence est désormais au cœur du secteur de la pêche à Madagascar. Une collaboration entre la Grande île et l'ONG Global Fishing Watch (GFW) est en cours de développement pour offrir une surveillance en temps réel de la pêche dans les eaux malgaches. Grâce à une analyse de données complètes, ce partenariat permettra de suivre les navires et leurs activités dans les eaux territoriales.

Un partenariat stratégique pour Madagascar

Hier, les décideurs et les responsables de la surveillance maritime se sont réunis pour lancer ce partenariat entre Madagascar et Global Fishing Watch. « Cette coopération permettra d'avoir toutes les données satellitaires relatives à la fréquentation ainsi que toutes les activités de pêche qui ont lieu dans nos eaux territoriales et dans l'océan indien », a expliqué Mahatante Tsimanaoraty Paubert, ministre de la Pêche et de l'Économie bleue.

Lutte contre la pêche illégale

Pour Madagascar, ce partenariat représente un atout majeur dans la lutte contre la pêche illégale et non déclarée (INN). Le ministre Mahatante Paubert souligne : « Avec ces données satellitaires, nous pouvons désormais suivre et remonter les activités de tel ou tel navire en

temps réel. Les données dont dispose le GFW remontent même jusqu'à 2012. Avec cette manière de procéder, les activités dans les eaux sous la juridiction de Madagascar seront surveillées de près ».

Technologies au service de la pêche durable

Avec un littoral de 5600 km et un plateau continental de plus de 117 000 km², Madagascar doit déployer des efforts considérables pour protéger ses côtes. La coopération avec Global Fishing Watch permettra d'améliorer la surveillance maritime. En plus des vingt-trois bateaux de surveillance déjà actifs, le suivi satellitaire renforcera le contrôle des ressources halieutiques, qui représentent 7% du PIB et 10% des exportations.



Cette collaboration entre Madagascar et Global Fishing Watch ouvre de nouvelles perspectives pour protéger les ressources halieutiques, essentielles pour l'économie de l'île et la subsistance des petits pêcheurs. En s'appuyant sur les technologies satellitaires, Madagascar se donne les moyens de lutter efficacement contre la pêche illégale, garantissant ainsi un avenir durable pour ses ressources maritimes.

Conjoncture économique : La BFM maintient une politique monétaire restrictive

ARH. | 06 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

La Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) a confirmé hier, dans un communiqué à l'issue de la réunion trimestrielle de son Comité monétaire, que « les conditions ne sont pas encore réunies pour un assouplissement de sa politique monétaire ».

Déjà, en août dernier, la BFM avait alerté sur « la persistance de l'inflation depuis le début de l'année ». Cette situation fragilise le pouvoir d'achat et complexifie la relance économique. En tant qu'autorité monétaire, la BFM se doit de réguler cette pression inflationniste.

Lors de sa rencontre avec la presse hier, le gouverneur de la BFM, Aivo Andrianarivelo, a justifié la décision de « maintenir des conditions monétaires restrictives afin de

contrôler la demande et d'éviter une dérive inflationniste ». Il a surtout encouragé « la mise en place de projets d'investissements publics et privés pour stimuler l'offre et soutenir une reprise économique durable ».

La note de conjoncture de la BFM publiée hier indique effectivement que « en glissement annuel d'août 2023 à août 2024, l'inflation s'est accélérée à 7,8% ». Ce taux était de 7,2% au mois de mars. En perspectives, les calculs et analyses de la BFM prédisent, « à fin décembre 2024, un taux d'inflation de 8,2% en glissement pour l'ensemble du panier ».

Le corridor de taux, maintenu

Dans le cadre de cette approche prudente, le Comité monétaire de la BFM a décidé de « maintenir les taux de facilités permanentes à leur niveau actuel, à savoir : 9,50% pour le taux des facilités de dépôt, et 11,50% pour le taux des facilités de prêt marginal ».

Concrètement, cela signifie que les banques qui déposent leurs liquidités excédentaires auprès de la BFM seront rémunérées à 9,5%, alors qu'elles devront payer un taux

de 11,5% pour emprunter des fonds auprès de la banque centrale. Soit, une stratégie visant à maintenir un contrôle strict de la liquidité bancaire, évitant ainsi des pressions supplémentaires sur les prix.

La BFM se place donc dans une phase d'observation afin d'évaluer les effets de cette politique monétaire sur la stabilité des prix et l'évolution économique. En attendant, l'institution privilégie une gestion prudente de la liquidité et une stabilité de la demande.

Recherche : Le nucléaire proposé comme solution au délestage

MIANGALY RALITERA | 06 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Anticipation. L'Institut national des sciences et techniques nucléaires (INSTN-Madagascar) propose l'énergie nucléaire comme solution au délestage.

« Le développement d'un mix énergétique équilibré, dans lequel toutes les sources énergétiques considérées comme renouvelables doivent être prises en compte, en particulier l'énergie nucléaire, pour faire face au problème actuel », a déclaré le directeur général de l'INSTN, le professeur Joël Rajaobelison, hier, lors d'une conférence de presse sur la tenue des Journées nucléaires à l'INSTN à Ankatso, le 7 et le 8 novembre.

Selon le professeur Naivo Rabesiranana, directeur technique et du développement auprès de l'INSTN, il ne serait plus possible de dépendre uniquement ni sur l'énergie hydraulique, à cause du changement climatique, dont les conséquences s'aggravent d'année en année, ni sur l'énergie solaire, qui serait limitée pendant la journée, ni de l'énergie fossile, qui coûte très cher au pays. Et encore

moins sur l'énergie éolienne. « La production de plusieurs sources d'énergie est la solution », indique-t-il.

L'exploitation de l'énergie nucléaire à Madagascar serait déjà possible, avec l'avènement des mini réacteurs nucléaires modulaires. Cette technologie serait maîtrisable sur le plan technologique et accessible du point de vue financier pour les pays en voie de développement comme Madagascar. « Nous pouvons installer un réacteur nucléaire modulaire qui peut alimenter en électricité toute une ville. Il peut également répondre aux besoins énergétiques des secteurs industriel et hôtelier », souligne le professeur Joël Rajaobelison. Selon ces chercheurs, Madagascar ne doit pas attendre que la situation empire avant de penser à l'énergie nucléaire. Son installation pourrait durer entre trois à quatre ans.

Madagascar – Corée : La coopération au beau fixe

JEAN RIANA | 06 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Au beau fixe

C'est le moins qu'on puisse dire concernant la coopération entre Madagascar et la Corée du Sud. En effet, lors de la visite de courtoisie effectuée avant-hier par l'ambassadeur de ce pays à Madagascar, Park Ji-Hyun auprès du ministre des Travaux publics (MTP), Richard Rafidison, les projets prioritaires de ce département ministériel ainsi que les potentielles coopérations avec la Corée du Sud, ont été abordés.

Entre autres, les deux personnalités ont évoqué la réhabilitation du réseau routier structurant qui fait partie des priorités du MTP. A citer pour ce faire, les routes nationales (RN) les plus fréquentées, à savoir la RN2 reliant Antananarivo et Toamasina, la RN4 joignant Antananarivo et Mahajanga, la RN6 depuis Ambondromamy jusqu'à Antsiranana ainsi que la RN7, d'Antananarivo à Toliara.

A souligner par ailleurs que le MTP a également d'autres projets prioritaires, tels que la "Route du Soleil" longeant le littoral Est de Madagascar, depuis Taolagnaro jusqu'à Antalaha, ou encore l'autoroute reliant Antananarivo et

Toamasina. Des projets qui ont également été discutés lors de la rencontre.



Le diplomate coréen n'a pas manqué d'exprimer sa volonté de coopérer pour développer les infrastructures routières du pays.

Textile - Quel avenir pour l'AGOA après la réélection de Donald Trump ?

07 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La réélection de Trump relance les interrogations sur l'avenir de l'AGOA. Madagascar pourrait être impacté par les choix de politique commerciale des États-Unis.

La réélection de Donald Trump à la présidence des États-Unis relance les questionnements sur l'avenir de l'African Growth Opportunity Act (AGOA), un accord commercial vital pour Madagascar et plusieurs autres pays africains. Entre espoirs de continuité et préoccupations face à la politique protectionniste de Trump, Madagascar suit de près les évolutions qui pourraient affecter ses exportations.

L'AGOA : Un accord crucial pour Madagascar

Depuis son lancement il y a plus de vingt ans, l'AGOA est devenu un pilier du partenariat économique entre les États-Unis et plusieurs pays africains, dont Madagascar. Ce programme permet aux exportations malgaches d'accéder au marché américain sans droits de douane, un avantage décisif. En 2023, ces exportations ont atteint une valeur de 339 millions de dollars, renforçant l'importance de cet accord pour l'économie malgache.

Optimisme de l'ambassadrice américaine

Lors d'une interview donnée lundi à la Télévision nationale, Claire Pierangelo, ambassadrice des États-Unis à Madagascar, s'est montrée confiante quant à la pérennité de l'AGOA, dont l'échéance actuelle est fixée à 2025. « La coopération entre Madagascar et les États-Unis s'est élargie depuis quelques temps, notamment dans divers secteurs d'activités », a-t-elle déclaré, tout en ajoutant que le gouvernement américain et le Congrès soutiennent la reconduction de l'AGOA. Elle a également mentionné une récente rencontre entre des membres du Congrès américain et le président de Madagascar pour évaluer les effets de cet accord préférentiel.

Risques liés aux priorités protectionnistes de Trump

Cependant, certains analystes soulignent que le programme économique de Donald Trump pourrait introduire des éléments de protectionnisme susceptibles de nuire à l'AGOA. L'Institut d'Études de Sécurité, dans un rapport de septembre, indique que « Trump, sceptique envers les accords multilatéraux, pourrait remettre en question l'AGOA ». Son projet d'imposer des droits de douane de 10 à 20 % sur les produits importés pourrait aussi affecter le statut préférentiel de Madagascar dans les exportations vers les États-Unis.

Bref, la réélection de Donald Trump laisse planer des



doutes quant à l'avenir de l'AGOA et de son impact sur Madagascar. Si l'optimisme de l'ambassadrice américaine laisse espérer une continuité de l'accord, les tendances protectionnistes de l'administration Trump pourraient introduire des restrictions commerciales. La Grande île et d'autres bénéficiaires de l'AGOA devront suivre de près les décisions américaines pour anticiper les répercussions potentielles sur leur accès au marché américain.

VFS Global : Service de demande de visa pour le Royaume Uni à Antananarivo

ANTSA R. | 07 NOVEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Depuis le 22 octobre dernier, les Malgaches souhaitant se rendre au Royaume-Uni bénéficient d'un accès facilité pour leurs demandes de visa grâce à l'ouverture de nouveaux centres de demande de visa gérés par VFS Global à Antananarivo. Cette initiative vise à améliorer l'accessibilité et l'efficacité des services de visa britanniques pour les voyageurs de Madagascar et de toute la région subsaharienne. VFS Global, en partenariat avec UK Visas and Immigration (UKVI), a récemment étendu ses services dans 142 pays, dont Madagascar. D'après les informations, les voyageurs malgaches pourront désormais prendre rendez-vous et soumettre leurs demandes dans un centre ultramoderne, qui offre non seulement un

service classique de collecte de demandes, mais aussi plusieurs options pour améliorer l'expérience du demandeur. Parmi ces services, on retrouve l'assistance pour le téléchargement des documents, le service « Prime Time » pour déposer les demandes en dehors des heures normales d'ouverture, ainsi que des notifications par SMS pour suivre l'évolution de leur demande.

Facilité

Le « Keep My Passport While Applying » est un service particulièrement apprécié qui permet aux demandeurs de conserver leur passeport une fois que les données biométriques ont été enregistrées, et ce, jusqu'à la décision

finale. Cela élimine la nécessité de soumettre à nouveau son passeport avant que la demande ne soit traitée. Alok Singhal, responsable de VFS Global pour l'Afrique subsaharienne, a exprimé sa satisfaction à l'idée de renforcer l'accès des voyageurs malgaches aux services de visa. « Nous sommes heureux de pouvoir offrir nos

services aux demandeurs de Madagascar, et à tous les autres pays de la région, dans des conditions optimales, » a-t-il déclaré. Cette nouvelle phase marque une amélioration notable pour les voyageurs, rendant les démarches plus simples, plus rapides et plus pratiques.

Filière litchis : une baisse attendue du volume d'exportation

JEAN RIANA | 07 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

La Lettre du litchi du Centre technique horticole de Tamatave (CTHT) prévoit une baisse de 50% de la production dans les zones de collecte, devant conduire à une baisse du volume exporté.

Suite à la prospection effectuée par la CTHT le 30 octobre, après la seconde quinzaine du mois d'octobre, la baisse de la production est attendue sur l'ensemble des zones de collecte et les autres zones de production. Dans la province de Toamasina, 1.560 pieds ont été enregistrés dont 995 dans la zone Sud, et 565 dans la zone Nord. Alors qu'à cette date, le diamètre de litchi se situait à entre 22 et 32 mm, contre 19 et 29 mm l'an passé où la moyenne générale de cette année est de 28 mm, contre 23,8 mm en 2023.



Au regard des trois dernières prospections, la fructification suit une dynamique normale, identique à celle des années précédentes. Le principal souci concerne toujours le

potentiel global de production des zones de collecte prospectées qui affichent une baisse de production d'environ 50%, ce qui pourrait impacter sur le volume d'exportation.

Précocité confirmée

D'après toujours la Lettre du litchi, la vitesse de croissance des fruits suit actuellement celle de l'année 2016 qui est la plus précoce connue à nos jours, avec une légère avance constatée dans la zone Sud, par rapport à 2019 et 2020. Durant la seconde quinzaine du mois d'octobre, les conditions climatiques ont été particulièrement favorables au développement des fruits dont une très faible pluviométrie, des températures nocturnes supérieures aux normes saisonnières et diurnes en hausse.

Les informations recueillies confirment également que l'année étant très précoce, aucun fruit collecté ne peut être considéré comme mûr à cette date. Le péricarpe à hauteur de 80% des fruits des arbres prospectés, a commencé à virer. 7% des fruits ont présenté des péricarpes de couleur rose mais avec des petits diamètres.

Par ailleurs, la lettre avance que la campagne de collecte des fruits pour permettre le chargement régulier et raisonnable des bateaux conventionnels, devrait se situer entre le 10 et le 13 novembre. Une dernière prospection s'opère ce mois de novembre pour évaluer la maturité des fruits.

Fidima : l'insertion professionnelle des jeunes à soutenir

ARH. | 07 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Portant sur le thème, « l'accélération de l'écosystème Tech à Madagascar », le 6e Forum international des investisseurs à Madagascar et en Afrique (Fidima) qui a débuté hier au Louvre Hôtel Antaninarenina., rassemble des porteurs de projets et investisseurs autour de tables rondes, de rencontres professionnelles « One-to-One », d'un Africa's Startup Day, avec l'intervention de nombreuses personnalités.

Le Fidima a pour vocation de soutenir l'insertion professionnelle des jeunes africains, notamment en les formant aux outils numériques et au « Développement No Code ». Pour Saholy Malet, fondatrice et présidente de Fidima, le forum constitue une passerelle unique entre l'innovation africaine et les financements internationaux.

« Notre objectif est de créer un environnement favorable à l'émergence de talents et au développement économique », a-t-elle expliqué lors de la cérémonie d'ouverture. « Trois cibles principales bénéficient de cet événement : les grandes entreprises indépendantes, les PME/TPME accompagnées par des partenaires, et enfin les startups », a-t-elle ajouté.

Et le partenariat avec différentes entités vise à faciliter l'accès au financement pour les petites entreprises formelles. Grâce au soutien d'institutions telles que l'Economic Development Board de Maurice, Canal+ et l'appui de Finder About, directeur général de Canal+ Madagascar, Fidima élargit chaque année son réseau de partenaires et d'investisseurs. Pour les participants, rejoindre le Fidima signifie accéder à un vaste réseau d'experts et de financements, tout en mettant en valeur l'innovation et la jeunesse.

Economie Blue - L'aquaculture durable valorisée

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 08 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La mise en place et la gestion des zones protégées pour développer l'aquaculture et la pêche portent leurs fruits. En l'espace de trois ans, plus de mille deux cents pêcheurs ont reçu, après maintes formations, leurs cartes professionnelles, leur permettant d'élargir leurs activités pour la production halieutique. C'est ce qui a été évoqué lors de la signature d'une nouvelle convention de partenariat entre le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue, et le programme de Conservation Centrée sur la Communauté. Le programme C3 intervient sur l'aire protégée de Nosy Hara, au Nord de l'île, et a déjà contribué à développer

les activités d'aquaculture dans la région, en dispensant des formations aux riverains, mais aussi en les dotant de matériel.

« Depuis le lancement du programme, en 2021, nous avons doté les coopératives et les comités locaux de protection de neuf bateaux à moteur, ainsi que de plus de quatre cents autres matériaux, dont des matériaux de pêche », indique Fara Rabemamy, program manager du programme C3, hier, au MPEB Ampandrianomby, lors de la signature de la nouvelle convention de partenariat.

Énergies renouvelables : Renforcement de la coopération avec la Chine

ANTSIA R. | 08 NOVEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Le gouvernement chinois soutient pleinement les efforts du gouvernement malgache pour promouvoir les énergies renouvelables. C'est ce qui a été discuté lors d'une rencontre à Ampandrianomby, le 5 novembre dernier, entre le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH), Olivier Jean-Baptiste et l'ambassadeur de Chine à Madagascar, Ji Ping. D'après les deux parties, la coopération entre Madagascar et la Chine dans le domaine de l'énergie sera renforcée. En effet, plusieurs projets s'inscrivent dans le cadre de cette coopération, parmi lesquels figurent la construction d'une centrale hydroélectrique

d'une capacité de 64 MW à Ranomafana, le projet « Tana Medium Ring » qui prévoit la construction de 8 sous-stations et l'installation de pylônes portant un réseau de 185 km de lignes à haute tension de 90 kV.

À cela s'ajoute également la construction de centrales solaires et d'autres centrales hydroélectriques importantes et réalisables. Selon le MEH, Madagascar s'ouvre à tous pour le développement des énergies renouvelables, en lien avec l'objectif de doubler le taux de la population ayant accès à l'électricité d'ici 2030.

Destination touristique : Madagascar s'ouvre au monde par une alliance public-privé

JEAN RIANA | 08 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Une signature de convention de partenariat tripartite a été effectuée hier au Carlton Anosy entre le ministère du Tourisme et de l'artisanat (MTA), l'Office national du Tourisme de Madagascar (ONTM) et la compagnie aérienne Corsair dans le but d'ouvrir Madagascar au monde. À travers cette alliance entre le secteur public et privé, l'ouverture de la Grande île au monde extérieur est plus que confirmée.

La collaboration entre l'administration publique malgache et des partenaires privés, tels que Corsair, représente un levier essentiel pour positionner Madagascar comme une destination phare sur la scène internationale. En unissant leurs forces, le MTA et l'ONTM s'engagent à accroître la visibilité de l'île et à promouvoir son potentiel dans le domaine du tourisme d'affaires et des événements. L'accord repose sur plusieurs actions concrètes destinées à renforcer la visibilité de Madagascar sur la scène internationale, notamment auprès du marché français. Corsair en tant que partenaire clé, s'engage à améliorer la connectivité de l'île et à faciliter l'accès des voyageurs

par des liaisons régulières et des solutions de transports adaptées, assurant confort et accessibilité.

Faire de Madagascar une destination incontournable

La signature de convention de partenariat entre les trois parties concrétise une vision commune qui est de faire de Madagascar une destination incontournable pour le secteur MICE (Meetings, Incentives, Conventions and Events), un domaine en pleine expansion à l'échelle internationale. Ce partenariat stratégique vise à positionner la Grande île comme un lieu privilégié pour l'organisation de congrès, séminaires et autres événements de grande envergure.

« À travers cette convention, l'ONTM marque sa volonté d'aller vers un marketing axé sur le digital, notamment par l'organisation de voyage d'influenceurs pour atteindre plus d'audience et diversifier les cibles de nos actions de promotion », a indiqué Ionjaniaina Ranaivoarimanana, président du conseil d'administration de l'ONTM.

Pour sa part, le directeur régional Océan Indien chez Corsair International a spécifié que cette convention va permettre de faire rayonner Madagascar et renforcer ses réseaux. « Madagascar c'est une destination de cœur pour nous et nos clients » a-t-il signifié. 70.000 sièges sont

offerts par Corsair aujourd'hui pour aller depuis et vers Madagascar avec 2 vols par semaine. Il est à noter que Corsair a repris le vol à Madagascar en juin 2023, après avoir opéré dans le pays depuis une dizaine d'années.

Ralentissement des activités économiques : l'accélération des investissements préconisée

TIANA RAMANOELINA | 08 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Face au ralentissement des activités économiques, l'accélération des projets d'investissement est incontournable pour augmenter la croissance. D'après le Fonds monétaire international (FMI), la croissance "devrait se maintenir à 4,2% en 2024 et accélérer pour atteindre 4,6% en 2025".

En réalité, d'après le constat du FMI, l'économie malgasy se stabilise mais fait face à une inflation persistante. "Après une croissance de 4,2% en 2023, l'activité économique est restée stable début 2024, malgré une bonne récolte de riz et un rebond de l'extraction du graphite", peut-on lire sur une missive de l'institution de Bretton Woods.



De son côté, Aivo Andrianarivelo, gouverneur de la Banque Centrale a indiqué lors d'une rencontre avec la presse en début de semaine qu'"Il faudrait aussi fluidifier le paiement des entreprises prestataires de l'Etat (...). Quand les entreprises ne travaillent pas, l'activité économique se contracte. En effet, l'investissement est le noyau de l'activité économique. Quand l'investissement fait défaut, l'économie tourne au ralenti". Et de poursuivre que "L'Etat a effectivement une vision et de nombreux projets mais c'est peut-être leur exécution qui ralentit (...). Il devra donc déployer des efforts pour accélérer ces projets d'investissement qui sont déjà inscrits dans la

loi de finances, d'autant qu'il n'est pas encore tard pour lancer les engagements".

En termes d'inflation justement, celle-ci persiste bien que l'Ariary soit plus ou moins stable par rapport aux devises étrangères. En effet, au mois de mars 2024, le taux d'inflation était de l'ordre de 7,2%, pour atteindre les 7,8% au mois d'août. Sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, le mauvais état des infrastructures routières qui continuent d'accroître les coûts de transports et de production, remarque le FMI. Ainsi, "les prix du riz ont augmenté de 5,2 % et contribuent à 12,4% de la variation totale. L'inflation de l'énergie a atteint 8,8%, avec une contribution de 7,1%", précise la note de conjoncture économique de la BFM, publiée le 5 novembre dernier.

Le fait est que la plupart des produits à Madagascar sont importés et la Banky foibe constate que même le prix des produits locaux a tendance à augmenter. "Il est possible que les ruraux utilisent des engrais importés et quand le prix de ces intrants augmente, cela a une répercussion sur le coût de production et le prix de vente" explique le gouverneur de la BFM.

A ce sujet, les prix des engrais Phosphate de Di-Ammonium ont augmenté, atteignant 546,7 dollars US par tonne, contre 505,1 dollars à la même période de l'année précédente, sous l'effet d'une demande vigoureuse et de coûts de production élevés.

Dans tous les cas, pour ce dernier trimestre, la BFM a maintenu le taux de facilité de dépôt à 9,50% et le taux des facilités de prêt marginal à 11,50% pour, ces outils permettant de juguler et de maîtriser l'inflation.

Enfin, en matière de devises, il faut savoir qu'au mois de janvier, un euro s'échangeait à 4.987,27 ariary et le dollar à 4.574,21 ariary. A cette période, un euro valait 1,089 dollar. Début octobre, le dollar s'échangeait à 4.537 ariary et l'euro à 5.000,32 ariary. D'après la note conjoncture économique de la BFM, en glissement annuel à fin septembre 2024, l'ariary s'est déprécié de 0,5% par rapport au Dollar US et de 4,7% par rapport à l'Euro. "On peut dire que l'ariary est stable car ce taux est peu élevé alors que dans d'autres pays, cela peut atteindre cent points", détaille le gouverneur. "Dans ce sens, l'intervention de la Banque Centrale est de renforcer la réserve en devises et non d'influer les cours", poursuit-il.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

